

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1478

[2007/201050]

**1<sup>er</sup> MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 11 de la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la décision n° C(2000)2825 de la Commission du 25 septembre 2000 portant approbation du document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne et couvrant la période de programmation 2000-2006 et vu l'approbation par la Commission de la modification 2002 qui y a été apportée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 26 octobre 2000, 17 janvier 2002, 27 mars 2003, 24 juillet 2003, 27 mai 2004 et 14 septembre 2006;

Considérant le Règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

Considérant le Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements, modifié par les Règlements (CE) n°s 1783/2003, 567/2004 et 583/2004;

Considérant que le label de qualité wallon étant tombé en désuétude le 1<sup>er</sup> septembre 2004, il convient de réintroduire la possibilité d'accès aux aides du Fonds d'investissement agricole pour les producteurs adhérant à des filières de production de qualité différenciée dans les secteurs bovin, porcin et avicole;

Considérant qu'il est opportun d'étendre cette possibilité au secteur ovin-caprin;

Considérant qu'une proposition de modification en ce sens du document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne couvrant la période de programmation 2000-2006 a été notifiée à la Commission européenne le 18 août 2005;

Considérant que la Commission européenne a estimé que la modification envisagée était conforme aux dispositions pertinentes des Règlements (CE) n° 1257/1999 et (CE) n° 817/2004, que cette position de la Commission a été notifiée à la Belgique le 27 septembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 octobre 2006;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue en date du 27 novembre 2006;

Vu l'avis 42.081/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, concernant les aides à l'agriculture, remplacé par l'arrêté du 27 mai 2004 et complété par l'arrêté du 14 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :1<sup>o</sup> le 23<sup>o</sup> devient le 22<sup>o</sup>;2<sup>o</sup> l'article est complété comme suit :« 23<sup>o</sup> "Produit de qualité différenciée" : produit se distinguant des productions standardisées par une différenciation de son mode de production (amélioration de la traçabilité du produit, amélioration du bien-être animal, amélioration de l'environnement, spécificité traditionnelle garantie (S.T.G.), entre autres) et/ou par une plus-value qualitative sur le produit fini (notamment, amélioration des qualités gustatives) et/ou par une identification géographique reconnue (appellation d'origine protégée (A.O.P.), indication géographique protégée (I.G.P.)).

Répondent à cette définition :

— les produits enregistrés au sens du Règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

— les produits enregistrés au sens du Règlement (CEE) n° 2082/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif aux attestations de spécificité des produits agricoles et des denrées alimentaires;

— les produits issus de l'agriculture biologique au sens du Règlement (CE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

— les produits répondant aux exigences minimales fixées pour les "œufs de poules élevées en plein air" ou les "œufs de poules élevées au sol" au sens du Règlement (CE) n° 2295/2003 de la Commission du 23 décembre 2003 établissant les modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1907/90 du Conseil concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs;

— les produits répondant aux exigences minimales fixées pour les modes d'élevage "élevé à l'intérieur-système extensif", "sortant à l'extérieur", "fermier-élevé en plein air", ou "fermier-élevé en liberté" au sens du Règlement (CEE) n° 1538/91 de la Commission du 5 juin 1991 portant modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1906/90 du Conseil établissant des normes de commercialisation pour la viande de volailles;

— les autres produits obtenus conformément à un cahier des charges répondant à des normes minimales définies, au niveau sectoriel, par le Ministre et ayant été, en outre, agréé par le Ministre en vue de l'octroi des aides à l'investissement." et répondant aux critères énoncés à l'article 24<sup>ter</sup>, § 3, du Règlement (CE) n° 1257/1999.

24° "Filière de production de qualité différenciée": opérateur ou groupe d'opérateurs de production, de transformation et de distribution qui respectent un cahier des charges conduisant à un produit de qualité différenciée. »

**Art. 2.** L'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Les aides visées à l'article 6 font l'objet des restrictions sectorielles suivantes :

§ 1<sup>er</sup>. Secteur laitier.

Les aides visées à l'article 6 ne peuvent être accordées pour des investissements dans le secteur de la production laitière ayant pour effet un dépassement de la quantité de référence sauf si une quantité de référence supplémentaire a été préalablement accordée ou obtenue par un transfert.

Dans ce cas, les aides ne sont accordées que si l'investissement ne porte pas le nombre de vaches laitières à plus de 50 par UTH et à plus de 80 par exploitation lorsque l'exploitation dispose de moins de 1,6 UTH ou ne conduit pas à augmenter de plus de 15 % le nombre des vaches laitières lorsque l'exploitation dispose de plus de 1,6 UTH.

§ 2. Secteur porcin.

Sont éligibles uniquement les investissements rendus nécessaires à l'élaboration de produits de qualité différenciée ou s'inscrivant dans le cadre de filières de production de qualité différenciée, et pour autant que les investissements relèvent des classes 2 et 3 en matière de permis unique ou d'environnement.

Pour le calcul du nombre de places, il y a lieu de considérer qu'une truie d'élevage correspond à 6,5 porcs sevrés destinés à l'engraissement.

Le taux d'intérêt minimum à charge de l'exploitant agricole est d'1 %.

§ 3. Secteur viande bovine.

Les aides visées ci-dessus qui sont octroyées pour des investissements concernant le secteur de production de viande bovine, à l'exception des aides visant la protection de l'environnement ainsi que l'hygiène des élevages et le bien-être des animaux lorsqu'il n'y a pas d'augmentation des capacités, sont limitées aux élevages dont la densité de bovins à viande ne dépasse pas, dans la dernière année du plan d'investissement, deux unités de gros bétail (UGB) par hectare de superficie fourragère consacrée à l'alimentation de ces bovins.

En outre, le taux d'intérêt minimum à charge de l'exploitant agricole est d'1 % pour des investissements rendus nécessaires à l'élaboration de produits de qualité différenciée ou s'inscrivant dans le cadre de filières de production de qualité différenciée, et pour autant que les investissements relèvent des classes 2 et 3 en matière de permis unique ou d'environnement.

§ 4. Secteurs œufs et volaille, autruche, dindon, palmipèdes et assimilés.

Sont éligibles uniquement les investissements rendus nécessaires à l'élaboration de produits de qualité différenciée ou s'inscrivant dans le cadre de filières de production de qualité différenciée, et pour autant que les investissements relèvent des classes 2 et 3 en matière de permis unique ou d'environnement.

Le taux d'intérêt minimum à charge de l'exploitant agricole est d'1 %.

§ 5. Secteur ovin-caprin.

Le taux d'intérêt minimum à charge de l'agriculteur est d'1 % pour des investissements rendus nécessaires à l'élaboration de produits de qualité différenciée ou s'inscrivant dans le cadre de filières de production de qualité différenciée, et pour autant que les investissements relèvent des classes 2 et 3 en matière de permis unique ou d'environnement. »

**Art. 3.** A l'article 69 du même arrêté, à la suite du 1<sup>er</sup> alinéa, est inséré l'alinéa suivant :

« Peuvent être prises en considération les demandes d'aides relatives aux investissements nécessaires à l'élaboration de produits de qualité différenciée visés à l'article 8 du présent arrêté et anciennement couverts par le Label de Qualité wallon en application du décret du 7 septembre 1989, introduites entre le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et l'entrée en vigueur des arrêtés ministériels agréant les cahiers des charges relatifs aux productions visées en tant que cahier des charges conduisant à une production de qualité différenciée donnant droit aux aides à l'investissement. »

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1478

[2007/201050]

**1. MÄRZ 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund Artikels 11 des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2000) 2825 der Kommission vom 25. September 2000 zur Genehmigung des Dokuments für die Programmplanung im Bereich der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region des Programmplanungszeitraums 2000-2006 und aufgrund der Zustimmung durch die Kommission der Abänderung 2002, die darin vorgenommen worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2000, vom 17. Januar 2002, vom 27. März 2003, vom 24. Juli 2003, vom 27. Mai 2004 und vom 14. September 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 817/2004 der Kommission vom 29. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen, abgeändert durch die Verordnungen (EG) Nrn. 1783/2003, 567/2004 und 583/2004;

In der Erwägung, dass es, insofern das wallonische Qualitätszeichen am 1. September 2004 außer Gebrauch gekommen ist, angebracht ist, den Erzeugern, die sich Produktionssparten mit differenzierter Qualität in den Bereichen Rind, Schwein und Geflügel angeschlossen haben, erneut die Möglichkeit zu geben, Zugang zu den Beihilfen des Fonds für landwirtschaftliche Investitionen zu erhalten;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, diese Möglichkeit auf den Sektor der Schafe und Ziege auszudehnen;

In der Erwägung, dass in diesem Sinne ein Änderungsvorschlag des Dokuments für die Programmplanung im Bereich der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region des Programmplanungszeitraums 2000-2006 am 18. August 2005 der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission der Meinung ist, dass die geplante Abänderung den betreffenden Bestimmungen der Verordnungen (EG) Nr. 1257/1999 und (EG) Nr. 817/2004 entspricht und dass dieser Standpunkt Belgien am 27. September 2005 mitgeteilt worden ist;

Aufgrund des am 21. September 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. Oktober 2006 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 27. November 2006;

Aufgrund des am 29. Januar 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 42.081/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, ersetzt durch den Erlass vom 27. Mai 2004 und ergänzt durch den Erlass vom 14. September 2006 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Punkt 23° wird zum Punkt 22°;

2° der Artikel wird wie folgt ergänzt:

«23° "Produkt von differenzierter Qualität": Produkt, das sich von den standardisierten Produktionen durch eine Differenzierung seiner Produktionsart (u.a. Verbesserung der Rückverfolgbarkeit, Verbesserung des tierischen Wohlbefindens, Verbesserung seiner Umwelt, garantierte traditionelle Spezifität (G.T.S.)) und/oder durch einen qualitativen Mehrwert auf dem Endprodukt (insbesondere Verbesserung der Geschmacksqualitäten) und/oder durch eine anerkannte geographische Identifizierung (geschützte Ursprungsbezeichnung), geschützte geographische Angabe (g.g.A.) unterscheidet.

Folgendes entspricht dieser Definition:

— die im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 2071/92 des Rates vom 14. Juli 1992 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel registrierten Produkte;

— die im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 des Rates vom 14. Juli 1992 über Bescheinigungen besonderer Merkmale von Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln registrierten Produkte;

— die Produkte, die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel aus der biologischen Landwirtschaft stammen;

— die Produkte, die den Mindestanforderungen genügen, die für die "Eier aus intensiver Auslaufhaltung" oder "Eier aus Bodenhaltung" im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 2295/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1907/90 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Eier festgelegt worden sind;

— die Produkte, die den Mindestanforderungen genügen, die für die Haltungsformen "extensive Bodenhaltung", "Auslaufhaltung", "Bäuerliche Auslaufhaltung" oder "Bäuerliche Freilandhaltung" im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 1538/91 der Kommission vom 5. Juni 1991 mit ausführlichen Durchführungsrichtlinien zur Verordnung (EWG) Nr. 1906/90 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch festgelegt worden sind;

— die sonstigen Produkte, die gemäß eines Lastenheftes erzeugt worden sind, das den auf Sektorebene vom Minister festgelegten Mindestnormen genügt und außerdem vom Minister zwecks der Gewährung der Investitionsbeihilfen zugelassen worden ist, und die den in Artikel 24<sup>ter</sup>, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 angeführten Kriterien genügen.

24° "auf differenzierte Produktqualität spezialisierten Sparten": Operator oder Gruppe von Operatoren, die mit der Erzeugung, der Verarbeitung und der Vermarktung beauftragt sind und die ein Lastenheft beachten, das zu einem Produkt von differenzierter Qualität führt.»

**Art. 2** - Artikel 8 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2000, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - Die in Artikel 6 erwähnten Beihilfen sind Gegenstand der folgenden sektorgebundenen Beschränkungen:

§ 1 - Der Milchsektor.

Die in Artikel 6 erwähnten Beihilfen dürfen nicht für Investitionen im Bereich der Milcherzeugung gewährt werden, die zu einer Überschreitung der Referenzmenge führen, es sei denn, dass zuvor eine zusätzliche Referenzmenge gewährt oder durch eine Übertragung erhalten wurde.

In diesem Fall werden die Beihilfen nur unter der Bedingung gewährt, dass durch die Investition die Anzahl der Milchkühe nicht über 50 je AKE und auf über 80 je Betrieb heraufgesetzt wird, wenn der Betrieb über weniger als 1,6 AKE verfügt, oder dass sie nicht dazu führt, die Zahl der Milchkühe um mehr als 15 % zu erhöhen, wenn der Betrieb über mehr als 1,6 AKE verfügt.

§ 2 - Die Schweinproduktion.

Zuschussfähig sind nur die Investitionen, die für die Erzeugung von Produkten differenzierter Qualität notwendig geworden sind oder die im Rahmen von auf differenzierte Produktqualität spezialisierten Sparten getätigt werden, und dies soweit die Investitionen unter die Klassen 2 und 3 der Global- oder Umweltgenehmigung fallen.

Für die Berechnung der Schweineplätze ist zu berücksichtigen, dass eine Zuchtsau 6,5 abgesetzten Mastschweinen entspricht.

Der Mindestsatz zu Lasten des landwirtschaftlichen Betreibers wird auf 1% festgesetzt.

§ 3 - Die Rindfleischerzeugung.

Die oben angeführten Beihilfen für Investitionen im Bereich der Rindfleischerzeugung, mit Ausnahme der Beihilfen im Bereich des Umweltschutzes, der Hygienebedingungen in der Tierhaltung und des Tierschutzes, die nicht mit einer Ausweitung der Produktionskapazität verbunden sind, werden nur für Tierhaltungen gewährt, bei denen die Anzahl von Fleischrindern je Hektar für die Ernährung dieser Rinder benötigter Gesamtfutteranbaufläche im letzten Jahr des Investitionsplanzeitraums 2 Großvieheinheiten (GVE) nicht übersteigt.

Außerdem wird der Mindestsatz zu Lasten des landwirtschaftlichen Betreibers für die Investitionen, die für die Erzeugung von Produkten von differenzierter Qualität notwendig geworden sind oder die im Rahmen von auf differenzierte Produktqualität spezialisierten Sparten getätigt werden, und dies soweit die Investitionen unter die Klassen 2 und 3 der Global- oder Umweltgenehmigung fallen, auf 1% festgesetzt.

§ 4 - Der Eier-, Geflügel-, Strauß-, Truthahn- und Schwimmvogelsektor und die gleichgestellten Sektoren.

Zuschussfähig sind nur die Investitionen, die für die Erzeugung von Produkten von differenzierter Qualität notwendig geworden sind oder die im Rahmen von auf differenzierte Produktqualität spezialisierten Sparten getätigt werden, und dies soweit die Investitionen unter die Klassen 2 und 3 der Global- oder Umweltgenehmigung fallen.

Der Mindestsatz zu Lasten des landwirtschaftlichen Betreibers wird auf 1% festgesetzt.

§ 5 - Der Schaf- und Ziegensektor.

Der Mindestsatz zu Lasten des landwirtschaftlichen Betreibers wird für die Investitionen, die für die Erzeugung von Produkten von differenzierter Qualität notwendig geworden sind oder die im Rahmen von auf differenzierte Produktqualität spezialisierten Sparten getätigt werden, und dies soweit die Investitionen unter die Klassen 2 und 3 der Global- oder Umweltgenehmigung fallen, auf 1% festgesetzt.»

**Art. 3** - In Artikel 69 desselben Erlasses wird nach dem ersten Absatz den folgenden Absatz eingefügt.

«Die Anträge auf Beihilfen für Investitionen, die für die Erzeugung von in Artikel 8 erwähnten Produkten von differenzierter Qualität notwendig geworden sind und vorher mit dem Wallonischen Qualitätszeichen in Anwendung des Dekrets vom 7. September 1989 versehen waren, können berücksichtigt werden, wenn sie zwischen dem 1. September 2004 und dem Inkrafttreten der Ministerialerlasse zur Zulassung der Lastenhefte betreffend die erwähnten Produktionen als Lastenheft, das zu einer Produktion von differenzierter Qualität führt, die Anspruch auf die Beihilfen für Investitionen gibt.»

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 1. März 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 1478

[C — 2007/201050]

**1 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 11 van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de beslissing nr. C(2000)2825 van de Commissie van 25 september 2000 tot goedkeuring van het programmeringsdocument voor de plattelandontwikkeling van het Waalse Gewest m.b.t. de programmeringsperiode 2000-2006 en gelet op de goedkeuring door de Commissie van de wijziging 2002 die erin is aangebracht;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 26 oktober 2000, 17 januari 2002, 27 maart 2003, 24 juli 2003, 27 mei 2004 en 14 september 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 817/2004 van de Commissie van 29 april 2004 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en intrekking van een aantal verordeningen, gewijzigd bij de Verordeningen (EG) nrs.1783/2003, 567/2004 en 583/2004;

Overwegende dat, aangezien het Waalse kwaliteitslabel in onbruik geraakt is op 1 september 2004, de producenten die zich bij productieketens met gedifferentieerde kwaliteit aansluiten in de rundvlees-, varkens- en pluimveesectoren opnieuw de mogelijkheid moeten krijgen om in aanmerking te komen voor steun van het Landbouwinvesteringsfonds;

Overwegende dat het past deze mogelijkheid tot de sector van de geitachtigen uit te breiden;

Overwegende dat een voorstel tot wijziging in die zin van het programmeringsdocument inzake de ruimtelijke ontwikkeling in het Waalse Gewest op 18 augustus 2005 aan de Europese Commissie is meegedeeld voor de programmeringsperiode 2000-2006;

Overwegende dat de Europese Commissie geoordeeld heeft dat de overwogen wijziging overeenstemde met de relevante bepalingen van de Verordeningen (EG) nr. 1257/1999 en (EG) nr. 817/2004, dat dit standpunt van de Commissie aan België werd meegedeeld op 27 september 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 september 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 oktober 2006;

Gelet op het overleg gepleegd op 27 november 2006 tussen de Gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het advies 42.081/4 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, vervangen bij het besluit van 27 mei 2004 en aangevuld bij het besluit van 14 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 23° wordt 22°;

2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« 23° "Product van gedifferentieerde kwaliteit": product dat zich van de gestandaardiseerde producties onderscheidt door een differentiatie van de wijze waarop het geproduceerd wordt (betere traceerbaarheid, verhoogd dierenwelzijn, beter leefmilieu, gegarandeerde traditionele specificiteit (GTS), o.a.) en/of door een kwalitatieve meerwaarde op het eindproduct (met name, verhoogde smaakkwaliteiten) en/of door een erkende geografische identificatie (beschermde oorsprongsbenaming (BOB), beschermde geografische aanduiding (BGA).

Onder deze definitie vallen de volgende producten :

— de producten geregistreerd in de zin van Verordening (EEG) nr. 2081/92 van de raad van 14 juli 1992 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

— de producten geregistreerd in de zin van Verordening (EEG) nr. 2082/92 van de raad van 14 juli 1992 inzake de specificiteitscertificering voor landbouwproducten en levensmiddelen;

— de producten uit de biologische landbouw in de zin van Verordening (EG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

— de producten die voldoen aan de minimumvereisten opgelegd voor de "eieren van hennen met vrije uitloop" of de "scharreleieren" in de zin van Verordening (EG) nr. 2295/2003 van de Commissie van 23 december 2003 houdende bepalingen voor de toepassing van Verordening (EEG) nr. 1907/90 van de Raad betreffende bepaalde handelsnormen voor eieren;

— de producten die voldoen aan de minimumvereisten opgelegd voor de fokmethodes "Scharrel... binnengehouden", "met uitloop", "Boerenscharrel... met uitloop" of "Hoeve... met vrije uitloop" in de zin van Verordening (EEG) nr. 1538/91 van de Commissie van 5 juni 1991 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1906/90 van de Raad tot vaststelling van handelsnormen voor vlees van pluimvee;

— de overige producten verkregen overeenkomstig een bestek dat beantwoordt aan door de Minister bepaalde sectorale minimumnormen en bovendien door de Minister is erkend met het oog op de toekenning van investeringssteun, en die voldoen aan de criteria vermeld in artikel 24ter, § 3, van Verordening (EG) nr. 1257/1999;

24° "Productieketens met gedifferentieerde kwaliteit": operateur of groep van operateurs inzake productie, verwerking en distributie die voldoen aan een bestek dat een product van gedifferentieerde kwaliteit beoogt. »

**Art. 2.** Artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 oktober 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De steun bedoeld in artikel 6 is het voorwerp van de volgende sectorale restricties :

§ 1. Melksector.

De steun bedoeld in artikel 6 mag niet verleend worden voor investeringen in de sector van de melkproductie die een overschrijding van de referentiehoeveelheid tot gevolg hebben, behalve als een bijkomende referentiehoeveelheid vooraf is toegekend of verkregen via een overdracht.

In dat geval wordt de steun slechts verleend indien de investering het aantal melkkoeien niet op meer dan 50 per UTH en op meer dan 80 per bedrijf brengt als het bedrijf over minder dan 1,6 UTH beschikt, of het aantal melkkoeien niet met meer dan 15 % verhoogt als het bedrijf over meer dan 1,6 UTH beschikt.

§ 2. Varkenssector.

In aanmerking komen alleen de investeringen die nodig zijn voor het uitwerken van producten van gedifferentieerde kwaliteit of passend in het kader van productieketens met gedifferentieerde kwaliteit, voor zover de investeringen onder de klassen 2 en 3 inzake eenmalige of milieuvergunning vallen.

Bij de berekening van het aantal plaatsen wordt er rekening mee gehouden dat een fokzeug gelijkstaat met 6,5 gespeende varkens die voor de fokkerij bestemd zijn.

De minimale rentevoet ten laste van de landbouwexploitant bedraagt 1 %.

§ 3. Rundvleessector.

Bovenbedoelde steun die verleend wordt voor investeringen betreffende de sector van de rundvleesproductie, met uitzondering van de steun voor de milieubescherming alsook de hygiëne van de fokkerijen en het dierenwelzijn als er geen verhoging van de capaciteiten is, wordt beperkt tot de fokkerijen waarvan de vleesrunderendichtheid in het laatste jaar van het investeringsplan niet hoger is dan twee grootvee-eenheden (GVE) per hectare voederoppervlakte bestemd voor de voeding van die runderen.

Bovendien bedraagt de minimale rentevoet ten laste van de landbouwexploitant 1 % voor investeringen die nodig zijn voor het uitwerken van producten van gedifferentieerde kwaliteit of passend in het kader van productieketens met gedifferentieerde kwaliteit, voor zover de investeringen onder de klassen 2 en 3 inzake eenmalige of milieuvergunning vallen.

§ 4. Sectoren eieren en pluimvee, struisvogels, kalkoenen, zwemvogels en daarmee gelijkgesteld.

In aanmerking komen alleen de investeringen die nodig zijn voor het uitwerken van producten van gedifferentieerde kwaliteit of passend in het kader van productieketens met gedifferentieerde kwaliteit, voorzover de investeringen onder de klassen 2 en 3 inzake eenmalige of milieuvergunning vallen.

De minimale rentevoet ten laste van de landbouwexploitant bedraagt 1 %.

§ 5. Sector van de geitachtigen.

De minimale rentevoet ten laste van de landbouwer bedraagt 1 % voor investeringen die nodig zijn voor het uitwerken van producten van gedifferentieerde kwaliteit of passend in het kader van productieketens met gedifferentieerde kwaliteit, voorzover de investeringen onder de klassen 2 en 3 inzake eenmalige of milieuvergunning vallen. »

**Art. 3.** In artikel 69 van hetzelfde besluit wordt na het eerste lid het volgende lid ingevoegd :

« In aanmerking kunnen worden genomen de steunaanvragen betreffende investeringen die nodig zijn voor het uitwerken van producten van gedifferentieerde kwaliteit bedoeld in artikel 8 van dit besluit en vroeger vallend onder het "Label de Qualité wallon" overeenkomstig het decreet van 7 september 1989, ingediend tussen 1 september 2004 en de inwerkingtreding van de ministeriële besluiten tot erkenning van de bestekken betreffende bedoelde producties als bestekken gericht op een productie van gedifferentieerde kwaliteit die recht geeft op investeringssteun. »

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 1 maart 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1479

[2007/201049]

**29 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 1996 visant à exécuter les articles 186bis, 188, 193, 194, 196 et 197 du titre XIV de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 14 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêt n° 165.065, rendu par le Conseil d'Etat le 23 novembre 2006, entraîne un vide juridique par l'annulation des articles 12 à 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la circulation en forêt; que cet arrêt précise que le Gouvernement wallon est bien habilité à instituer des procédures d'autorisation de balisage sur les parties d'itinéraires ayant une valeur dérogatoire;

Considérant que des demandes d'autorisation de balisage temporaire dérogatoire ont été introduites et que d'autres sont imminentes;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;